

The Historical Review/La Revue Historique

Vol 4 (2007)

Vol 4, No (2007)



Histoire communautaire et plurielle de la Méditerranée

Georges Koutzakiotis

doi: [10.12681/hr.217](https://doi.org/10.12681/hr.217)

To cite this article:

Koutzakiotis, G. (2008). Histoire communautaire et plurielle de la Méditerranée. *The Historical Review/La Revue Historique*, 4, 243–248. <https://doi.org/10.12681/hr.217>

HISTOIRE COMMUNAUTAIRE ET PLURIELLE DE LA MÉDITERRANÉE

Les communautés méditerranéennes de Tunisie.
Actes en hommage au Doyen Mohamed Hédi Chérif,
Tunis: Centre de Publication Universitaire, 2006, 508 pages.

Amaury Faivre d’Arcier,
Les oubliés de la liberté.
Négociants, consuls et missionnaires français
au Levant pendant la Révolution (1784-1798),
Paris et Bruxelles: Direction des Archives, Ministère des Affaires Étrangères
et P.I.E. – Peter Lang, 2007, 266 pages.

I

Depuis des siècles, hommes, marchandises, idées et techniques arrivaient par la mer en Tunisie, et c’est leur adoption progressive qui a permis au pouvoir politique et aux castes montantes citadines d’unifier le pays et de construire une entité centralisée, administrée autour de Tunis et des villes du littoral. Ce rôle primordial de la Méditerranée, de cette matrice inépuisable, dans la genèse de l’entité tunisienne, a constitué l’essentiel des recherches du Professeur Mohamed Hédi Chérif, auquel sont offerts ces actes de colloque.

La position naturelle privilégiée de la Tunisie, en plein cœur de la Méditerranée, en a fait, depuis l’Antiquité, une plaque tournante pour les émigrants et un objet de convoitise pour les conquérants. Ce pays est devenu ainsi une communauté de différentes communautés religieuses, ethniques et linguistiques. La quête des itinéraires singuliers de ces différents groupes humains mais aussi de leurs apports à l’histoire plurielle de la Tunisie constitue, depuis une décennie, l’objet du programme d’enseignement et de recherche “Histoire communautaire, histoire plurielle” lancé par l’Unité “Histoire et mémoire” de la Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de l’Université de Manouba, sous la responsabilité du Professeur Habib Kazdaghli. C’est dans le cadre de ce programme que s’inscrit le colloque en question, un colloque pluridisciplinaire, une rencontre d’historiens, de sociologues, d’anthropologues, de linguistes, d’écrivains et de critiques littéraires et artistiques, et donc un débat des différentes méthodes des sciences de l’Homme.

La pluralité des disciplines nécessite, tout d'abord, de définir l'objet de recherches, et ainsi les différentes approches des concepts autour des communautés méditerranéennes forment le discours préliminaire de ces actes. Plus exactement, Philippe Joutard répond à la première question que pose le sujet: pourquoi une histoire communautaire et plurielle? "L'étude des composantes minoritaires et marginales d'une société se révèle souvent comme une entrée nécessaire pour l'explication des attitudes majoritaires d'une société et de ces comportements collectifs." L'exemple qu'Ali Mahjoubi nous fournit ensuite en examinant, à travers le rôle des minorités de la rive nord de la Méditerranée, le passage de la rive sud au colonialisme, puis au néocolonialisme et enfin à la mondialisation, est très représentatif, puisqu'il nous montre comment les minorités sont révélatrices de la manière dont une société se développe.

D'après Mohieddine Hadhri, la place de la Tunisie en particulier, dans la trajectoire historique de la Méditerranée, s'explique principalement par sa vocation naturelle: ce petit pays, coupant la Méditerranée en deux et la partageant de l'Est à l'Ouest en deux sous-régions situées à égale distance, représente parallèlement un point de jonction entre les deux bassins de la mer et un trait d'union entre l'Orient et l'Occident. Le double rôle de cette vocation naturelle se reflète sur l'histoire de la Tunisie: le pays ne constitue pas seulement une terre d'accueil, mais aussi une terre disputée et convoitée. C'est donc un champ d'influences réciproques, de brassages, de cosmopolitisme, mais aussi d'affrontements. Quoi qu'il en soit, il devient finalement une terre de dialogue transméditerranéen, une communauté de communautés. "Ainsi le pluriel des communautés serait là pour mieux signifier le singulier d'une civilisation", comme l'écrit de façon caractéristique Chantal Bordes-Benayoun en parlant en général de la civilisation méditerranéenne.

Bordes-Benayoun s'interroge sur l'identité méditerranéenne. Existe-t-elle vraiment, ou l'Europe veut-elle simplement exorciser ses peurs en mobilisant le thème rassurant et réconciliateur d'une Méditerranée d'entente fraternelle? Il est vrai que cette mer intérieure est l'espace des retrouvailles des Religions du Livre et de la naissance de la ville cosmopolite préfigurant la cité moderne. Mais "l'histoire de la Méditerranée", comme l'a constaté Robert Illbert, "change de cadre lorsque les nationalismes s'inscrivent sur ses rives". Miriam Cooke pose des questions analogues sur la pensée méditerranéenne. "En parler comme unifiée dénote le désir de contrôler," note-t-elle entre autres, "ainsi, c'est souvent de sa rive nord que la Méditerranée est décrite comme étant une"; elle nous évoque l'idéologie politique respective qu'exprimaient les notions *Pax Romana* et *Mare Nostrum*.

La Tunisie nous offre une étude de cas par excellence pour suivre, à travers les siècles, ce brassage des populations, des cultures et des civilisations en Méditerranée. Plusieurs groupes de populations des pays riverains de cette mer, mais aussi en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne et même de la Russie, venus pour des motifs les plus divers, furent installés temporairement ou durablement dans ce petit pays depuis l'Antiquité.

Les relations multiples et diversifiées de la Tunisie avec les peuples méditerranéens datent plus précisément de l'arrivée des Phéniciens au XIII^e siècle avant J.-C. et de la fondation de Carthage en 814 avant J.-C. Bien qu'il n'est pas facile d'étudier l'histoire communautaire à des époques lointaines, telles que l'Antiquité ou le Moyen Âge, les contributions relatives n'ont pas été absentes du colloque en question. L'étude de la présence grecque à Carthage du Ve au II^e siècle avant J.-C. a un grand intérêt, puisque la région de la Tunisie actuelle fut convoitée par les Phéniciens de Carthage et les Grecs anciens; un intérêt analogue est suscité par la communication sur la présence romaine en Afrique après le sac de Rome de 410, qui examine les Romains non en tant que conquérants mais en tant que réfugiés. Après la conquête arabo-islamique, la Tunisie nommée alors *Ifriqiya* –c'est-à-dire Afrique– ne cessa pas de représenter une terre de coexistence intercommunautaire et interconfessionnelle; les contributions concernant les colonies sardes d'*Ifriqiya* et les relations entre chrétiens et musulmans à une période de conflits, comme les temps des croisades, sont représentatives.

La riche documentation des époques moderne et contemporaine permet, sans doute, une étude plus approfondie du fait communautaire en Méditerranée, et cela est bien visible dans les présents actes. À partir de la fin du XVI^e siècle, plusieurs courants de populations (Morisques, Juifs livournais et autres Occidentaux, Grecs et autres sujets ottomans) ont contribué à l'émergence, dans les principales villes côtières de la Régence de Tunis, d'une société urbaine cosmopolite, dynamique et entreprenante. L'évolution de ces communautés allogènes, comme le remarque H. Kazdaghli, était alors tributaire du statut initial de ses membres et restait étroitement liée à la conjoncture internationale. Ainsi, à "l'ère des capitulations" (1577-1815), les nationaux des pays européens non bénéficiaires de ce régime continueront, pendant longtemps, à subir la course et les risques d'être soumis à l'esclavage. L'arrêt de la course, en 1815, signale une nouvelle période pour la Régence de Tunis: c'est "l'ère des consuls" (1815-1881), pendant laquelle les représentants des puissances européennes sont de plus en plus exigeants à l'égard des beys de Tunis. L'obtention des nouveaux

privilèges fragilise l'équilibre entre les communautés de la Régence et les protégés de l'Islam, les sujets ottomans non musulmans (*dhimmis*), cherchent désormais à obtenir la protection des consuls européens.

Avec l'installation du protectorat français, en 1881, une nouvelle ère, la période coloniale (1881-1956), s'instaure pour l'histoire de la Tunisie. Divers autres groupes humains viennent alors s'établir dans le pays et enrichir la "mosaïque" tunisienne: Arméniens fuyant l'Empire ottoman, Russes après la Révolution de 1917, Polonais au cours des années 1920, Espagnols après la guerre civile de 1936-1939. Mais il s'agit alors d'un cosmopolitisme sous surveillance française: "La notion d'identité communautaire," constate Kazdaghli, "est en perpétuelle construction et elle constitue souvent le masque idéologique derrière lequel se cachent les intérêts de ces groupes qui ont cherché à tirer profit de la présence française en Tunisie." Ainsi, avec la décolonisation à partir des années 1950, le sort des communautés méditerranéennes de Tunisie va se trouver intimement lié à celui de la colonie française.

En estimant l'itinéraire de l'historiographie tunisienne, le Professeur Kazdaghli mentionne qu'"avec l'indépendance du pays en 1956 et l'affirmation de la composante arabo-musulmane, il n'était plus à l'ordre du jour de montrer l'importance numérique des différentes communautés qui vivaient en Tunisie. Du côté des historiens, l'intérêt fut longtemps porté à l'histoire du mouvement national, à la genèse de l'État-nation issu de la décolonisation." Des recherches telles que celles présentées ici prouvent que l'historiographie de la Tunisie avance plus rapidement que celle d'autres pays de la Méditerranée, pays qui ont gagné leur indépendance depuis plus d'un demi-siècle et dont plusieurs historiens restent encore enfermés dans l'étude de la genèse de l'État-nation.

II

On reste en Méditerranée, mais on voyage un peu vers l'Orient; le voyage de recherches d'Amaury Faivre d'Arcier nous conduit exactement au "Levant", comme les Occidentaux appelaient l'Orient méditerranéen jusqu'au début du XXe siècle. Cet helléniste et arabisant, après nous avoir présenté *Les agents de Napoléon en Égypte, 1801-1815* (1990), nous ramène, par l'ouvrage en question, quelques années auparavant, à la fin du siècle des Lumières. On ne quitte pas non plus l'histoire communautaire; ici, on suit l'itinéraire singulier d'une seule communauté, celui des Français expatriés dans les cités portuaires de la Méditerranée orientale, dans les "Échelles du Levant".

Jusqu'à aujourd'hui, la Révolution française représente indubitablement une limite historique; mais le présent livre, dès son titre, nous déclare qu'il n'accepte pas ce lieu commun: la période étudiée commence en 1784, année qui correspond seulement à un changement de titulaire à la tête de l'ambassade de France à Constantinople, et finit en 1798, année qui marque bien une rupture dans les relations franco-ottomanes à cause de l'expédition française en Égypte. En ne se limitant pas au temps de la Révolution française et en examinant aussi la fin de l'Ancien Régime, Faivre d'Arcier paraît très bien savoir que c'est toujours la longue durée qui finit par gagner; son ouvrage le prouve de la meilleure façon, en se basant sur une correspondance consulaire et commerciale abondante et riche et en consultant même la bibliographie grecque.

En analysant l'impact de la Révolution dans les communautés françaises de la Méditerranée orientale à de multiples niveaux (institutionnel, économique, sociologique), l'auteur entreprend de répondre à une question fondamentale: la Révolution constitue-t-elle vraiment une rupture dans l'histoire des Échelles du Levant? Et il nous démontre que "loin de constituer une rupture, la Révolution s'est traduite par quelques réformes administratives et une adaptation de l'ancien dispositif aux nouvelles normes institutionnelles".

Malgré le fait que l'abolition de la royauté impose quelques changements dans les signes extérieurs, la Révolution conserve la plupart des structures administratives et économiques mises en place sous l'Ancien Régime. À part le rattachement en 1793 du Bureau des Consuls au Ministère des Affaires Étrangères et l'attribution de la gestion du budget consulaire au Trésor public après la suppression de la Chambre de Commerce de Marseille, l'ancienne législation royale concernant le commerce extérieur, la navigation et le statut des Français dans l'Empire ottoman reste *grosso modo* en vigueur. Les pratiques et les comportements administratifs et économiques, aussi, n'évoluent pas beaucoup: "Lorsque l'on considère le cadre de vie quotidien," remarque Faivre d'Arcier, "tout semble fonctionner comme avant." D'ailleurs, "il est difficile d'effacer le poids des habitudes à coup de décrets."

Le véritable changement de cette période se situe au plan des difficultés financières dans les Échelles du Levant et à la fin de la suprématie française dans le commerce de fret en Méditerranée; ce sont les conséquences de l'interruption de la navigation à cause de la guerre maritime à partir de 1793. L'affaiblissement de la place de la France en Méditerranée orientale pousse ainsi le Directoire à intervenir militairement en Égypte, rompant une tradition séculaire d'alliance

avec l'Empire ottoman. L'auteur nous montre donc "la fragilité d'un système où tout repose finalement sur les communications maritimes et la stricte application des capitulations".

Le livre d'Amaury Faivre d'Arcier couvre, sans aucun doute, un grand vide historiographique en examinant en général la présence française en Méditerranée orientale à une époque transitoire; il constitue ainsi un instrument de base à partir duquel on pourrait rapprocher le microcosme de chaque Échelle en particulier en utilisant une source peu exploitée encore, la correspondance entre les consulats et l'ambassade de Constantinople, conservée au Centre des Archives diplomatiques de Nantes, laquelle permet une étude plus approfondie des Échelles du Levant.

Ce bel ouvrage est plus qu'"un complément utile aux ouvrages sur la politique orientale de la France au XVIIIe siècle"; il nous fait comprendre, à travers le rôle des communautés françaises, le passage de l'Orient méditerranéen de "l'ère des capitulations" à la période coloniale, puisque, comme l'auteur écrit de façon caractéristique, "l'expédition d'Égypte servira de modèle à d'autres types d'interventions coloniales et laissera des traces dans le pays même avec des conséquences politiques et sociales importantes pour l'avenir du Proche-Orient".

PUBLICATIONS OF INR / NHRF

PUBLICATIONS DE L' IRN / FNRS

